



## RÈGLEMENT DU CIMETIÈRE DE CLION

### SOMMAIRE

<b>Titre 1 : dispositions générales : aménagement et gestion du cimetière</b>	<b>page 2</b>
<b>Titre 2 : Dispositions applicables aux inhumations</b>	<b>page 5</b>
<b>Dispositions générales applicables aux inhumations</b>	<b>page 5</b>
<b>Dispositions particulières applicables aux inhumations en terrain commun</b>	<b>page 6</b>
<b>Dispositions particulières applicables aux inhumations dans les concessions</b>	<b>page 7</b>
<b>Titre 3 : Dispositions applicables aux espaces cinéraires</b>	<b>page 10</b>
<b>Dispositions générales applicables aux espaces cinéraires</b>	<b>page 10</b>
<b>Dispositions particulières applicables aux columbariums et aux cavurnes</b>	<b>page 11</b>
<b>Dispositions particulières applicables aux jardins du souvenirs</b>	<b>page 15</b>
<b>Titre 4 : dispositions applicables aux exhumations</b>	<b>page 15</b>
<b>Titre 5 : dispositions applicables aux caveaux provisoires</b>	<b>page 16</b>
<b>Titre 6 : disposition applicables aux travaux</b>	<b>page 17</b>

Mairie de Clion sur Indre  
2 place de la Mairie  
36700 Clion sur Indre  
Tél.: 02 54 38 64 27

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-7 et suivants ; L.2223-1 et suivants ; L2213-1 et suivants ; R2213-1-1 et suivants ; R2223-1 et suivants,  
Vu le Code civil, notamment les articles 78 et suivants,  
Vu le Code pénal notamment les articles 225-17 et 225-18-1, 433-21-1 et 433-22 et R645-6,  
Vu le Code de la construction et notamment son article L.511-4-1,  
Vu la délibération du Conseil Municipal sur les durées et tarifs des concessions,  
Vu la délibération 2022/55 du 30 septembre 2022 approuvant le présent règlement,

Considérant :

- qu'il convient de prendre les mesures de police destinées à assurer le déroulement des funérailles dans les meilleures conditions d'ordre et de décence.
- qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures imposées par la sécurité et la salubrité publiques tout en donnant aux cimetières de la commune le caractère de recueillement, de sérénité et d'harmonie qui sied à ces lieux.
- qu'il y a lieu d'adapter le règlement général des cimetières de la commune à la réglementation et de le mettre en conformité avec les décisions municipales.

<b>Titre 1 : dispositions générales : aménagement et gestion du cimetière</b>
---

#### **Article 1<sup>er</sup> – Désignation du cimetière**

Seule la commune est habilitée à gérer le cimetière. Le cimetière de Clion sur Indre est affecté aux inhumations des défunts, à l'exclusion de tout animal, même incinéré :

- cimetière de Clion : rue de la Gare, 36700 Clion

Le cimetière de Clion est divisé en 2 parties :

- l'ancien cimetière (carré A à H)
- le nouveau cimetière (à partir du carré I)

#### **Article 2 - Horaires des cimetières**

En cas de forte tempête ou d'intempéries, en cas d'épidémie susceptible de porter atteinte à la santé publique, ou pour tout autre cas de force majeure, le Maire pourra prendre la décision de procéder à la fermeture des cimetières afin d'assurer la sécurité des personnes.

#### **Article 3 – Droit à sépulture**

La sépulture dans le ou les cimetières communaux est due :

- 1- aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile
- 2- aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu où elles sont décédées
- 3- aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille située dans un ou des cimetières communaux visés à l'article 1<sup>er</sup>, quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès
- 4- aux français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Le Maire pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée sur la commune soit ensevelie et inhumée décemment. Quand la personne décédée est dépourvue de ressources suffisantes ou quand celle-ci n'a ni parent ni ami connu au moment du décès, qui pourvoit à ses funérailles, le Maire assure les obsèques et l'inhumation en terrain commun, ou la crémation, à charge pour la commune de se faire rembourser de la dépense auprès des héritiers éventuels de la personne décédée.

#### **Article 4 – Affectation des terrains**

Le cimetière comprend :

- des terrains communs affectés à titre gratuit pour une durée de 5 ans au minimum, à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession.
- des sépultures, des cases de columbarium, des cavurnes faisant l'objet d'un titre de concession pour l'inhumation de cercueils ou d'urnes, dont les tarifs sont votés par le Conseil Municipal.
- des espaces de dispersion : jardins du souvenir.
- un ossuaire.
- deux caveaux provisoires.

#### **Article 5 – Choix de l'emplacement**

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés par le Maire. Les personnes souhaitant obtenir une concession dans le cimetière de Clion ne pourront pas choisir l'emplacement, ni l'orientation de la concession. Toutefois, ce choix sera réalisé, en fonction de la disponibilité des terrains, en tenant compte des souhaits du concessionnaire.

Il sera refusé d'attribuer une concession à l'avance, pour y déposer des cercueils ou des urnes dès lors que la législation en vigueur à l'article L2223-2 du CGCT à savoir « le terrain consacré à l'inhumation des morts est cinq fois plus étendu que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre présumé des morts qui peuvent y être enterrés chaque année » ne sera pas respectée.

Les emplacements sont numérotés par les services municipaux.

#### **Article 6 - Registres et fichiers**

Les registres et fichiers des cimetières sont conservés à la mairie de Clion et mentionnent pour chaque sépulture : les nom, prénom, domicile des concessionnaires ou ayants-droits en cas de renouvellement, la division, le numéro l'emplacement, la date d'acquisition de l'emplacement, la durée et tous les renseignements concernant la sépulture et les opérations funéraires.

Si la concession a été prévue pour recevoir plusieurs corps, le nombre de places occupées et de places disponibles sera également noté sur le registre après chaque inhumation ainsi que le mouvement des opérations funéraires exécutées dans les concessions au cours de leur durée.

#### **DISPOSITIONS RELATIVES A LA LOI DU 6 JANVIER 1978**

Les informations nominatives sont conservées dans un fichier informatique permettant la gestion du dossier. Lorsque les traitements relatifs à cette demande sont informatisés, ils sont soumis aux dispositions de la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 qui protège les droits et libertés individuels.

Conformément à l'article 27 de cette loi, les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives, sont informées que :

- Le fichier est géré par le secrétariat de la mairie et sera conservé. Les destinataires des informations

collectées sont donc exclusivement la mairie de Clion.

- Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) du 25 mai 2018, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès, droit de rectification, droit à la limitation du traitement et un droit d'opposition. Si elles souhaitent exercer un de ces droits, elles peuvent s'adresser au secrétariat de la mairie ou envoyer un courriel à notre Délégué à la Protection des données à l'adresse : [rgpd@paysvalencayenberry.com](mailto:rgpd@paysvalencayenberry.com)

Si elles estiment qu'un de leurs droits n'a pas été respecté, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), sur le site : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

### **Article 7 – Comportement des personnes pénétrant dans les cimetières**

Compte tenu de la spécificité des lieux, l'entrée du cimetière sera interdite aux personnes ivres, aux marchands ambulants et à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les chiens doivent obligatoirement être tenus en laisse.

Tout mineur circulant dans le cimetière restera sous la responsabilité de son représentant légal. Les adultes sont responsables du comportement des enfants qui les accompagnent.

Les cris, les chants (sauf en hommage funèbre), les conversations bruyantes, les disputes, sont interdits à l'intérieur du cimetière.

Les personnes admises dans le cimetière ainsi que les ouvriers y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient quelque une des dispositions du règlement, seront expulsés sans préjudice des poursuites de droit.

Ces règles s'appliquent également dans l'espace public situé à proximité immédiate du cimetière, notamment dans les espaces de stationnement.

### **Article 8 - Interdictions diverses**

Nul ne pourra faire à l'intérieur du cimetière une offre de service aux visiteurs à but commercial, ou une remise de cartes de visite ou flyers aux personnes suivant les convois funéraires.

Seuls les affichages légaux communaux sont autorisés.

Il est expressément interdit :

- d'apposer des affiches, tableaux ou autres signes d'annonces sur les murs extérieurs et intérieurs du cimetière ainsi qu'à l'intérieur du cimetière.
- d'escalader les murs de clôture, les grilles de sépultures, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher des fleurs et plantes, d'endommager d'une manière quelconque les sépultures.
- de déposer des ordures dans quelque partie du cimetière autres que celles réservées à cet usage et indiquées par des panneaux.
- d'y jouer, boire de l'alcool, fumer toute substance illicite et manger.
- de photographier ou filmer les monuments et opérations funéraires, à des fins commerciales et/ou privées, sans l'autorisation de l'administration municipale et/ou du concessionnaire et de ses ayants-droits.
- d'inhumer ou de disperser les cendres des cadavres des animaux.
- Il est demandé de respecter les limites de la sépulture. L'espace de circulation tout autour de la tombe ainsi que l'allée ne pourront être encombrés de végétaux ou de matériaux.

### **Article 9 – Vols, dégradations et responsabilité de la Ville**

Tout vol sur une sépulture pourra être considéré comme une profanation, en cumul de la peine prévue pour vol.

L'administration municipale ne pourra pas être rendue responsable des vols et dégradations qui seraient commis au préjudice des familles dans l'enceinte ou aux abords du cimetière. Aussi, il est déconseillé de déposer des objets ou des végétaux de valeur sur les sépultures, ou de les conserver à l'intérieur de son véhicule garé à proximité immédiate du cimetière.

Les intempéries, les catastrophes naturelles et les épidémies ne pourront en aucun cas engager la responsabilité de la commune. En période hivernale, la commune pourra procéder à la mise hors gel de toute arrivée d'eau.

### **Article 10 – Accès, circulation et stationnement dans les cimetières**

La circulation est limitée aux :

- fourgons funéraires,
- véhicules des pompes funèbres et marbriers,
- véhicules techniques communaux,
- véhicules motorisés des personnes de plus de 80 ans, ou des titulaires d'une carte mobilité inclusion.

Les véhicules admis dans le cimetière ne pourront circuler au-delà de 10 km/h.

Lors d'une inhumation, les personnes à mobilité réduite seront autorisées à suivre le convoi en véhicule à l'intérieur du cimetière. Tous les véhicules présents dans le cimetière devront se ranger et s'arrêter pour laisser passer les convois funéraires.

Les allées seront constamment laissées libres, les voitures ou tout autre véhicule admis dans le cimetière ne pourront y stationner sans nécessité.

## **Titre 2 : Dispositions applicables aux inhumations**

### **Dispositions générales applicables aux inhumations**

#### **Article 11 – Obligations réglementaires liées aux inhumations**

La commune n'est pas habilitée à effectuer quelque opération funéraire que ce soit, les familles doivent obligatoirement s'adresser à une entreprise titulaire de l'habilitation funéraire.

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans autorisation préalable du Maire de Clion, à la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles. Celle-ci mentionnera d'une manière précise l'identité de la personne décédée, son domicile, le jour et l'heure du décès ainsi que le jour et l'heure de l'inhumation. La demande d'inhumation sera accompagnée d'une demande de travaux et d'ouverture de sépulture, faite par le concessionnaire ou l'ayant-droit.

Les sociétés de pompes funèbres devront systématiquement fournir à l'administration communale l'autorisation de fermeture de cercueil, un acte de décès et la feuille autorisant l'inhumation. Elles devront également être en mesure de fournir l'habilitation préfectorale funéraire.

Chaque urne inhumée dans le cimetière devra obligatoirement être munie d'une plaque mentionnant le nom du crématorium ainsi que l'identité du défunt. Le cercueil devra être muni d'une plaque d'identification du défunt, conformément à l'article L.2223-18-1 du CGCT.

Aucune inhumation n'aura lieu ni le dimanche, ni les jours fériés.

#### **Article 12 – Délai légal et cas des inhumations d'urgence**

Aucune inhumation, sauf en cas d'urgence, notamment en cas de catastrophe, en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ou si le défunt était porteur d'une infection transmissible, ne peut être effectuée dans un délai de 24 heures après le décès.

L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par un médecin, la mention « inhumation d'urgence » sera portée sur le permis d'inhumer par le Préfet de l'Indre, sans déroger à l'autorisation d'inhumation qui sera délivrée préalablement par le Maire de Clion. Il sera demandé aux opérateurs funéraires de préciser si le corps a fait l'objet de soins de conservation et si le cercueil comporte une enveloppe en métal.

#### **Article 13 – Ouverture et creusements**

Toute présence d'eau dans un caveau devra faire l'objet d'un pompage et d'une évacuation selon les prescriptions indiquées par les services municipaux, à la charge du concessionnaire. La Ville de Clion ne pourra pas en être tenue responsable

La sépulture ne devra en aucun cas rester ouverte et sera bouchée par des plaques de ciment ou autres matériaux suffisants pour assurer la sécurité, jusqu'au dernier moment précédant l'inhumation. L'utilisation de bâches et tôles uniquement est déconseillée.

Tout creusement de sépulture en pleine terre devra être étayé solidement et entouré de bastaings pour consolider les bords au moment de l'inhumation. Lorsque la sépulture en pleine terre n'est pas environnée de sépultures existantes de chaque côté, afin d'éviter tout risque d'éboulement lors des terrassements des concessions voisines, il est nécessaire de procéder à la pose d'un blindage « perdu » en bois sur la ou les parois concernées.

#### **Dispositions particulières applicables aux inhumations dans les sépultures en terrain commun**

#### **Article 14 – Emplacements**

Les familles désirant procéder à une inhumation en terrain commun devront s'adresser à une entreprise titulaire de l'habilitation funéraire.

Les inhumations en terrain commun seront effectuées dans le cimetière de Clion, chaque inhumation ayant lieu dans une fosse individuelle. Les cercueils ne pourront pas être superposés.

L'inhumation d'un corps placé dans un cercueil hermétique est interdite dans le terrain commun, exception faite des cas relevant des circonstances sanitaires le préconisant.

Les inhumations auront lieu les unes à la suite des autres, sans laisser d'emplacement vide. Aussitôt après l'inhumation, la fosse sera comblée. Les emplacements seront recouverts de terre végétale. Aucune pose de monument funéraire ne sera autorisée. Toute construction souterraine (caveau) sera interdite.

La plaque d'identification et son support seront à la charge de la Ville pour les personnes dépourvues de ressources.

### **Article 15 – Reprise des terrains communs**

A l'expiration du délai de cinq ans prévu par la loi, l'administration municipale pourra ordonner la reprise des parcelles de terrain.

Durant ces cinq années, la famille pourra acquérir une concession dans une autre division, pour une des durées votées par le Conseil Municipal.

La décision de reprise pourra, dans la mesure du possible, être portée à la connaissance du public par les voies d'affichage, le journal local et le bulletin municipal.

Les familles devront faire enlever dans un délai de 3 mois, à compter de la date de publication de la reprise, les signes funéraires qu'elles auraient placés sur les sépultures. A l'expiration du délai prescrit par le présent arrêté, l'administration municipale procédera au démontage et au déplacement des signes funéraires, et décidera de l'utilisation des biens non réclamés.

Il pourra être procédé à l'exhumation des corps. Les restes mortels et les biens de valeur seront déposés avec soin dans des reliquaires individuels et inhumés dans l'ossuaire. En référence à l'article L.2223.4 du CGCT, « le Maire peut également faire procéder à la crémation des restes exhumés en l'absence d'opposition connue, attestée du défunt ».

### **Dispositions particulières applicables aux inhumations dans les concessions**

#### **Article 16 – Attribution**

Les familles désirant obtenir une concession funéraire dans le cimetière en vue d'une inhumation devront impérativement s'adresser au service de l'état civil de la mairie.

Aucune entreprise, publique ou privée, ne pourra effectuer la démarche pour le compte d'une famille, sauf si elle est en possession d'une procuration dûment remplie. Aucun document ou attestation de concession ne sera fourni aux entreprises privées pour quelque raison que ce soit.

#### **Article 17 – Droits de concession**

Dès la signature du contrat, le concessionnaire devra s'acquitter des droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature. Ces tarifs sont fixés par délibération du Conseil Municipal.

La commune se décharge de toute responsabilité concernant les durées et tarifs de concessions prévus dans les contrats obsèques.

#### **Article 18 – Types, durée et dimensions des concessions**

Les familles ont le choix entre :

- une concession individuelle : pour la personne expressément désignée.
- une concession familiale : pour le ou les concessionnaires et l'ensemble de ses ayants-droits (ses ascendants, descendants, alliés et collatéraux).
- une concession collective : pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental mais avec des liens affectifs. Il est possible d'exclure dans ce type de concession un ou plusieurs ayants-droits directs.

Les différentes durées de concessions sont les suivantes :

- 30 ans
- 50 ans
- perpétuelle

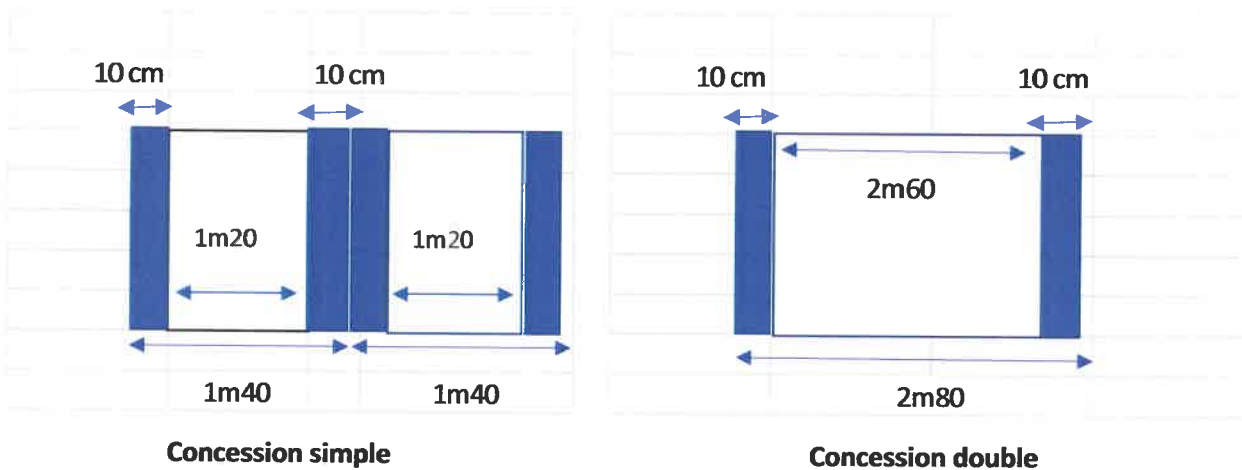
Les dimensions des concessions sont les suivantes :

- dans l'ancien cimetière :
  - concession 1 à 3 places : 1m40 x 2m40
  - concession 3 à 4 places : 2m20 x 2m40
- dans le nouveau cimetière :
  - concession 1 à 3 places : 1m40 x 2m40
  - concession 3 à 4 places : 2m20 x 2m40
  - à partir du carré N : les emplacements doubles (4 places) seront composés de deux emplacements simples (compte tenu du fait que les emplacements sont numérotés à l'avance) soit :
    - 1 emplacement simple (1 à 3 places) : 1m40 x 2m40
    - 1 emplacement double (3 à 4 places) : 2m80 x 2m40

Ces dimensions incluent **1 passe-pied de 10 cm de largeur minimum** de chaque côté de la concession et qui sera **obligatoirement en béton**.

Aucun espace ne devra être laissé entre deux concessions dans le nouveau cimetière.

Profondeur : 1,50 mètre minimum pour les inhumations de cercueils.



Le concessionnaire veillera au respect des dimensions figurant dans l'acte de concession et à l'application des consignes d'alignement qui lui seront données :

Pour les emplacements doubles : 2m60 est un maximum c'est-à-dire que les monuments et Caveaux ne pourront excéder 2m60 mais ils peuvent être de plus petites dimensions. Aucun espace ne devra être laissé entre les deux concessions.

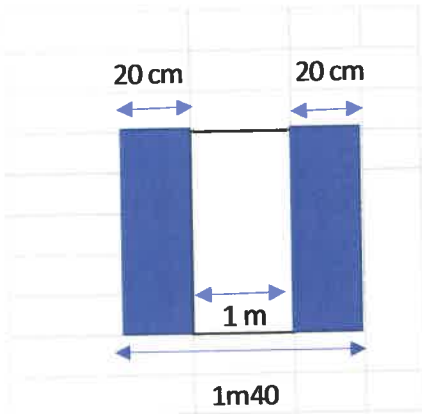
Pour les emplacements simples : 1m20 est un maximum c'est-à-dire que les monuments et Caveaux ne pourront excéder 1m20 mais ils peuvent être de plus petites dimensions. Aucun espace ne devra être laissé entre les deux concessions.



### Exemple :

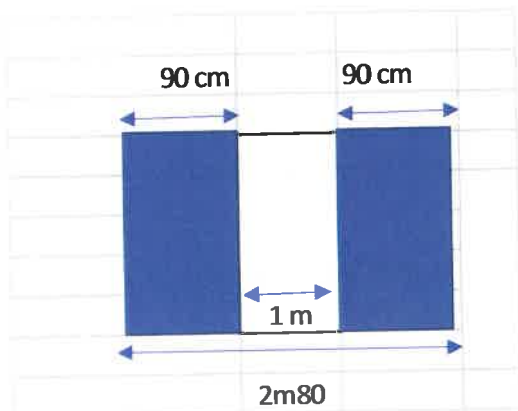
Pour un emplacement simple :

Pour un monument d'un mètre de large et un caveau de 96 cm, le passe-pied devra être de 20 cm de chaque côté.



Pour un emplacement double :

Pour un monument d'un mètre de large et un caveau de 2 m, le passe-pied devra être de 90 cm de chaque côté.



### Article 19 – Droits et obligations des concessionnaires

Le concessionnaire devra se conformer aux règles de police contenues dans le présent règlement.

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale. Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation de cercueils, de reliquaires ou d'urnes. **Il est interdit de vendre une concession à une tierce personne.** Une concession funéraire est, par principe, incessible en raison de son caractère familial et de l'appartenance des cimetières au domaine public.

Le concessionnaire peut construire un monument ou un caveau sur cette portion de terrain. Toutefois, il n'est propriétaire que du monument ou du caveau. Le terrain occupé par ce monument reste la propriété de la commune.

Le concessionnaire est le régulateur du droit à inhumation dans sa sépulture du temps de son vivant. Tout changement de la nature de la concession entraîne la rédaction d'une réserve qui est placée en annexe de l'acte correspondant.

Le concessionnaire peut effectuer des travaux de creusement, de construction ou d'ornementation, uniquement dans les limites du présent règlement et sous réserve de l'autorisation du Maire.

Le concessionnaire doit conserver la concession en bon état de propreté et d'entretien. Les ouvrages seront maintenus par le concessionnaire en bon état de conservation et de solidité.

Les plantes en pots posées sur les sépultures ne pourront se développer que dans les limites du terrain concédé, de manière à ne pas gêner le passage. Pour les mêmes raisons, les signes funéraires ne devront pas être disposés en dehors de l'espace concédé.

Il n'est pas autorisé d'ajouter des bordures, des écorces, des gravillons ou tout autre matériau en complément des monuments funéraires sur les concessions et a fortiori dans les allées et inter-tombes.

#### **Article 20 – Reprise des concessions à perpétuité**

Les sépultures affectées à perpétuité, existantes depuis plus de 30 ans et dont la dernière inhumation est supérieure à 10 ans, pourront faire l'objet d'une reprise de sépulture après la procédure de constat d'abandon.

La procédure de reprise sera conforme à l'article L2223-17 du CGCT. Les restes mortels seront déposés dans des reliquaires en bois à l'ossuaire.

#### **Article 21 – Renouvellement des concessions à durée déterminée**

Les concessions temporaires sont renouvelables à expiration de chaque période de validité, pour une durée conformément à l'article 18 du règlement.

Le concessionnaire ou ses ayants-droits pourront encore user de leur droit à renouvellement, à compter de la date d'expiration, pendant une période de 2 ans. Le contrat repartira de la date d'échéance, au tarif en vigueur à la date d'échéance.

Le droit à renouvellement pourra être ouvert un an avant la date d'échéance au tarif en vigueur au moment du renouvellement et prendra effet à la date réelle d'échéance du contrat.

Passé ce délai, la concession fera retour à la Ville, après constat de cinq ans minimum d'inhumation pour le dernier corps. Il sera laissé un délai de trois mois maximum au-delà des deux ans pour retirer tout signe funéraire, avant qu'ils ne deviennent définitivement propriété de la commune. La commune pourra procéder aussitôt à un autre contrat, dès lors que les constructions auront été retirées, les corps exhumés et déposés dans l'ossuaire dans des reliquaires uniquement en bois, consignés sur le registre, et ceci aux frais de la commune.

Le renouvellement n'ouvre pas droit au payeur de devenir concessionnaire. Si la concession était initialement créée par le concessionnaire comme familiale, elle restera en indivision même au moment du renouvellement, charge aux ayants-droits de se mettre d'accord entre eux sur les modalités du paiement du renouvellement.

La commune se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession pour des motifs de salubrité, de sécurité publiques, de circulation et en général pour tout motif visant à l'amélioration des cimetières. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la commune.

## **Article 22 – Conversion et rétrocession**

Le concessionnaire ou ses ayants-droits pourront être admis à convertir une concession en concession de plus longue durée, avant l'échéance de renouvellement.

La conversion peut également concerner un transfert dans une sépulture cinéraire après exhumation et crémation, toujours pour une durée supérieure à la concession initiale.

Le calcul du montant dû sera effectué sur la base du tarif en vigueur, duquel sera déduit prorata temporis la période restante au tarif initial de la première durée.

Dans le cas d'une conversion avec transfert vers une sépulture cinéraire, le terrain devra être restitué libre de tout corps, de tout caveau, et de tout monument.

Le concessionnaire peut être admis à r troceder une concession avant l'échéance, le terrain devant être restitué libre de tout corps, de tout caveau et de tout monument.

Le montant de la rétrocession est calculé au prorata de la période restant à courir, selon la formule suivante : prix initial x nombre d'années restantes / durée initiale.

Toute année commenc e est considérée comme écoulée.

### **Titre 3 : Dispositions applicables aux espaces cinéraires**

#### **Dispositions générales applicables aux espaces cinéraires**

#### **Article 23 – Types d'espaces et situation**

A l'issue d'une crémation, un columbarium, des emplacement cavurnes et un jardin du souvenir (espaces de dispersion) sont mis à la disposition des familles dans le cimet re de Clion.

Le nouveau cimet re comporte un columbarium et un jardin du souvenir.

#### **Article 24 – Obligations réglementaires liées aux cendres**

La commune n'est pas habilitée à effectuer quelque opération funéraire que ce soit, les familles doivent obligatoirement s'adresser à une entreprise titulaire de l'habilitation funéraire.

Aucune inhumation d'urne ou dispersion de cendres ne peut avoir lieu sans autorisation préalable du Maire de la commune d'inhumation ou de dispersion, à la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles. Celle-ci mentionnera d'une manière précise l'identité de la personne décédée, son domicile, le jour et l'heure du décès ainsi que le jour et l'heure de l'inhumation ou de la dispersion. La demande d'inhumation sera accompagnée d'une demande de travaux et d'ouverture de sépulture le cas échéant, faite par le concessionnaire ou l'ayant-droit.

Les sociétés de pompes funèbres devront systématiquement fournir l'autorisation de crémation, un acte de décès et la feuille cimet re autorisant l'opération à l'agent municipal qui accueille le convoi. Elles devront également être en mesure de fournir l'habilitation préfectorale funéraire.

Chaque urne inhumée dans le cimet re devra obligatoirement être munie d'une plaque mentionnant le nom du crématorium ainsi que l'identité du défunt.

Aucune inhumation ou dispersion n'aura lieu le dimanche, ou les jours fériés.

### **Article 25 – Ouverture de cavurne**

La sépulture ne devra en aucun cas rester ouverte et sera bouchée par des plaques de ciment ou autres matériaux suffisants pour assurer la sécurité, jusqu'au dernier moment précédant l'inhumation. L'utilisation de bâches et tôles uniquement est déconseillée.

### **Dispositions particulières applicables aux columbariums et aux cavurnes**

### **Article 26 – Description et destination**

Un columbarium est un espace du cimetière destiné à accueillir des urnes cinéraires de dimensions courantes, déposées dans du mobilier installé par la commune, divisé en cases faisant l'objet d'un acte de concession.

Les cavurnes sont des caveaux enterrés de petites dimensions pouvant contenir jusqu'à 4 urnes.

Cases et cavurnes sont destinés exclusivement au dépôt d'urnes cinéraires et formellement interdits aux cendres d'animaux.

### **Article 27 – Attribution**

Les familles désirant obtenir une case de columbarium ou un emplacement pour cavurne devront impérativement s'adresser au service de l'état civil.

Aucune entreprise, publique ou privée, ne pourra effectuer la démarche pour le compte d'une famille, sauf si elle est en possession d'une procuration dûment remplie. Aucun document ou attestation de concession ne sera fourni aux entreprises privées pour quelque raison que ce soit.

Ces cases et emplacements cavurnes ne pourront pas être attribués à l'avance, conformément à l'article 5 du présent règlement.

L'administration communale déterminera dans le cadre du plan de distribution l'emplacement des cases et des cavurnes demandées. Le concessionnaire n'a en aucun cas le droit de fixer lui-même cet emplacement.

### **Article 28 – Droits de concession**

Dès la signature du contrat, le concessionnaire devra s'acquitter des droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature. Ces tarifs sont fixés par délibération du Conseil Municipal.

La commune se décharge de toute responsabilité concernant les durées et tarifs de concessions prévus dans les contrats obsèques.

### **Article 29 – Types et durée des concessions**

#### **1) Cases de Columbarium**

Les familles ont le choix entre :

- une concession individuelle : pour la personne expressément désignée.
- une concession familiale : limitée à 3 urnes maximum par case pour le ou les concessionnaires et l'ensemble de ses ayants-droits (ses ascendants, descendants, alliés et collatéraux).
- une concession collective : limitée à 3 urnes maximum par case, en fonction de la taille de ces dernières, pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental mais avec des liens affectifs. Il est possible d'exclure dans ce type de concession un ou plusieurs ayants-droits directs.

Le nombre d'urnes pouvant être inhumées dépend du choix du modèle : les formes originales et/ou volumineuses peuvent être plus difficiles à intégrer dans une case de columbarium.

Les familles devront veiller à ce que la dimension et la hauteur de l'urne puisse permettre son dépôt. En tout état de cause, l'autorité municipale ne serait pas responsable si cette opération ne pouvait être effectuée pour de telles raisons.

Les cases pourront être concédées pour une durée renouvelable de :

- 15 ans
- 30 ans

## 2) Concessions pour cavurnes

Outre la dispersion des cendres dans le jardin du souvenir ou l'inhumation dans le caveau familial, la tombe ou le columbarium, une urne funéraire peut être déposée dans un caveau dit cavurne dans l'espace réservé à cet effet.

Cet espace, situé à proximité du columbarium s'étend sur 16.73 m et peut accueillir au maximum 12 concessions pour cavurnes.

Les familles ont le choix entre :

- une concession individuelle : pour la personne expressément désignée.
- une concession familiale : limitée à 4 urnes maximum par cavurne pour le ou les concessionnaires et l'ensemble de ses ayants-droits (ses ascendants, descendants, alliés et collatéraux).
- une concession collective : limitée à 4 urnes maximum par cavurne, en fonction de la taille de ces dernières, pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental mais avec des liens affectifs. Il est possible d'exclure dans ce type de concession un ou plusieurs ayants-droits directs.

Ces concessions sont concédées pour une période de 30 ou 50 ans.

Les concessions pour cavurnes doivent s'inscrire dans un espace dimensionné comme suit : L 80 cm x l 80 cm x H 80 cm. Les cavurnes peuvent contenir de 1 à 4 urnes. Les cavurnes sont à la charge du concessionnaire. Le nombre d'urnes pouvant être inhumées dépend du choix du modèle : les formes originales et/ou volumineuses peuvent être plus difficiles à intégrer dans une cavurne.

Les familles devront veiller à ce que la dimension et la hauteur de l'urne puisse permettre son dépôt. En tout état de cause, l'autorité municipale ne serait pas responsable si cette opération ne pouvait être effectuée pour de telles raisons. Un "marches-pied" de 15 cm doit être réalisé autour de chaque cavurne de manière à respecter un espace de 30 cm entre chaque sépulture.

Les cavurnes sont fermées avec une dalle mais les familles peuvent faire ériger un petit monument dont la hauteur ne doit pas dépasser 70 cm. Les pierres tombales et stèles sont obligatoirement réalisées en matériaux naturels tels que la pierre dure, le marbre le granit ou autres matériaux inaltérables. Aucune autre construction n'est tolérée.

Les emplacements attribués pour une inhumation en pleine terre sont recouverts d'une plaque qui ne dépasse pas le niveau du sol.

Les sépultures doivent mentionner l'identification des personnes inhumées (nom, prénom, date ou année de naissance, date ou année de décès).

Toute construction est soumise à autorisation de travaux de l'administration municipale.

Les sépultures doivent respecter l'alignement prévu sur le plan.

L'achat d'un cavurne ainsi que l'ensemble des travaux de mise en place sont à la charge du concessionnaire.

L'emplacement doit être maintenu en bon état de propreté par les familles.

Aucune plantation d'arbres ou d'arbustes n'est admise. Un petit fleurissement est autorisé.

Les espaces résiduels entre les cavurnes sont entretenus par la Commune.

## **Article 30 – Droits et obligations des concessionnaires**

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale.

Le concessionnaire est le régulateur du droit à inhumation dans sa sépulture du temps de son vivant. Tout changement de la nature de la concession entraîne la rédaction d'une réserve qui est placée en annexe de l'acte correspondant.

Le concessionnaire doit conserver la concession en bon état de propreté et d'entretien.

### **1) Cases de columbarium**

Le concessionnaire d'une case de columbarium peut effectuer des travaux d'ornementation, uniquement dans les limites du présent règlement et sous réserve de l'autorisation du Maire. Les portes du columbarium permettent d'apposer une inscription. Les textes à graver devront recevoir préalablement l'approbation du Maire. Elles comprennent le nom, prénoms et les dates de naissance et décès du ou des défunts.

Les plantes artificielles ne sont pas admises. La pose de soliflore, collé sur la porte de la case, est autorisée. Les dépôts de fleurs naturelles en pot et objets ne sont autorisés que le jour de la cérémonie qu'en partie basse et au pied du columbarium uniquement le temps du fleurissement. Il n'est toutefois pas autorisé d'ajouter des bordures, des écorces, des gravillons ou tout autre matériau au pied des cases du columbarium.

### **2) Concessions pour Cavurnes**

Le concessionnaire d'un emplacement cavurne peut effectuer des travaux de creusement, de construction ou d'ornementation, uniquement dans les limites du présent règlement et sous réserve de l'autorisation du Maire.

Les ouvrages construits sur les cavurnes seront maintenus par le concessionnaire en bon état de conservation et de solidité.

Les plantes en pots posées sur les sépultures ne pourront se développer que dans les limites du terrain concédé, de manière à ne pas gêner le passage ni l'entretien des inter-tombes. Pour les mêmes raisons, les signes funéraires ne devront pas être disposés en dehors de l'espace concédé.

Il n'est pas autorisé d'ajouter des bordures, des écorces, des gravillons ou tout autre matériau en complément des monuments funéraires sur les concessions et a fortiori dans les allées et inter-tombes.

Les services municipaux pourront retirer à tout moment les éléments gênants et les conserver à la disposition des usagers pour une durée de trois mois, avant qu'ils ne deviennent définitivement propriété de la commune.

## **Article 31 – Renouvellement des concessions à durée déterminée**

Les concessions temporaires sont renouvelables à expiration de chaque période de validité, pour une des durées conformément à l'article 29 du règlement.

Le concessionnaire ou ses ayants-droits pourront encore user de leur droit à renouvellement, à compter de la date d'expiration, pendant une période de 2 ans. Le contrat repartira de la date d'échéance, au tarif en vigueur à la date d'échéance.

Le droit à renouvellement pourra être ouvert un an avant la date d'échéance au tarif en vigueur au moment du renouvellement et prendra effet à la date réelle d'échéance du contrat.

Passé de délai, la concession fait retour à la commune qui pourra procéder à un autre acte de concession, dès lors que les constructions auront été retirées le cas échéant, les urnes exhumées. Les cendres sont répandues dans le jardin du souvenir sous la responsabilité de la commune. Les urnes et monuments funéraires sont tenus à disposition des familles pendant un délai de 3 mois maximum au-delà des 2 ans et sont détruits s'ils n'ont pas été réclamés.

Le renouvellement n'ouvre pas droit au payeur de devenir concessionnaire. Si la concession était initialement créée par le concessionnaire comme familiale, elle restera en indivision même au moment du renouvellement, charge aux ayants-droits de se mettre d'accord entre eux sur les modalités du paiement du renouvellement.

La Ville se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession pour des motifs de salubrité, de sécurité publiques, de circulation et en général pour tout motif visant à l'amélioration du cimetière. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la Ville.

### **Article 32 – Conversion et rétrocession**

Le concessionnaire ou ses ayants-droits pourront être admis à convertir une concession en concession de plus longue durée, avant l'échéance de renouvellement.

La conversion peut également concerner un transfert dans une autre sépulture cinéraire (cavurne, case de columbarium).

Le calcul du montant dû sera effectué sur la base du tarif en vigueur, duquel sera déduit prorata temporis la période restante au tarif initial de la première durée.

Dans le cas d'une conversion avec transfert vers une autre sépulture cinéraire, le terrain devra être restitué libre de toute urne, de tout caveau et de tout monument, la case libre de toute urne.

Le concessionnaire peut être admis à rétrocéder une concession avant l'échéance, le terrain devant être restitué libre de toute urne, de tout caveau, et de tout monument, la case libre de toute urne.

Le montant de la rétrocession est calculé au prorata de la période restant à courir, selon la formule suivante :  $\text{prix initial} \times \text{nombre d'années restantes} / \text{durée initiale}$ .  
Toute année commencée est considérée comme écoulée.

### **Dispositions particulières applicables aux jardins du souvenir**

**Article 33** - Un espace est prévu pour la dispersion des cendres à l'intention des personnes qui en ont manifesté la volonté. Il est entretenu par les soins de la ville. La dispersion des cendres est gratuite.

La dispersion de cendres ne sera autorisée que suite à la demande de toute personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles. Elle se fera sous le contrôle de l'autorité municipale. Toute dispersion fera l'objet d'un enregistrement sur un registre dans les services municipaux, le nom et prénom sera gravé sur la stèle du souvenir aux frais de la commune de CLION.

Il est interdit de déposer des plaques, objets funéraires et plantes, naturelles comme artificielles, dans ces espaces cinéraires partagés, par respect pour les cendres des autres défunts. Le dépôt de fleurs naturelles, sans emballage plastique, sera néanmoins autorisé le jour de la dispersion. Le dépôt d'une plante en pot en dehors du carré de dispersion, au pied de la stèle portant mention des noms des défunts, pourra également être toléré.

#### **Titre 4 : dispositions applicables aux exhumations**

##### **Article 34 – Demande d'exhumation et renonciation**

Aucune exhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut avoir lieu sans l'accord préalable du Maire. Tout cercueil hermétique pour maladie contagieuse ne pourra faire l'objet d'une exhumation.

La demande d'exhumation devra être formulée par le plus proche parent du défunt. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux compétents. Lorsque la qualité de plus proche parent se partage entre plusieurs personnes, l'accord de tous est nécessaire.

Aucune exhumation de concession familiale, collective ou individuelle ne sera autorisée suite à la demande d'un ou des ayants-droits dont la seule motivation serait de récupérer des emplacements dans la sépulture, en demandant de déposer les restes mortels à l'ossuaire communal.

En revanche, il est possible de procéder à une réduction de corps, qui consiste à recueillir les restes mortels, à la suite d'une exhumation, dans une boîte à ossements, pour la déposer dans la même sépulture.

La même procédure d'exhumation sera applicable pour une urne scellée sur un monument funéraire, ou pour tout retrait d'urne.

A chaque fois que la renonciation de la famille à la concession accompagne l'exhumation, toutes les constructions devront être retirées, aux frais de la famille.

##### **Article 35 – Modalités de mise en œuvre et surveillance**

Conformément à la législation funéraire, aucun cercueil ne pourra être ouvert avant 5 ans d'inhumation, sauf dérogation délivrée par le Procureur.

Pour des questions de sécurité et de salubrité publiques, les exhumations ne pourront être réalisées que par une entreprise funéraire dûment habilitée par la Préfecture.

Les exhumations à la demande des familles se feront en présence d'un membre de la famille, ou d'une personne mandatée par elle.

Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil ou reliquaire pour être ré-inhumé ou crématisé.

Le transport des corps exhumés d'un lieu à l'autre du ou des cimetières devra être effectué dans un véhicule habilité.

Les exhumations pourront être suspendues à la discrétion de l'administration municipale en cas de conditions atmosphériques impropres ou pour des questions de salubrité publique et réglementaires.

Les entreprises funéraires veilleront particulièrement à ce que leurs employés travaillent dans de parfaites conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité (combinaison jetable, gants, produits de désinfection etc...).



### **Article 36 – Destination des restes exhumés**

Les bois de cercueils seront incinérés.

Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée et seront placés dans l'ossuaire, ré-inhumés ou crématisés.

Le reliquaire doit être en bois ou aggloméré de bois mais en aucun cas en matière plastique. Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé avec les ossements.

Les ossuaires sont affectés à perpétuité dans l'enceinte du cimetière et destinés à recevoir avec décence et respect dans un reliquaire, tous les ossements des sépultures ayant fait l'objet de reprises administratives.

## **Titre 5 : dispositions applicables aux caveaux provisoires**

### **Article 37 – Règlementation**

Les cercueils contenant les corps devront réunir les conditions imposées par la législation, et notamment : tout corps déposé dans un caveau provisoire et devant y rester plus de six jours doit être placé dans un cercueil hermétique, conformément à l'article R.2213-26 du CGCT.

L'enlèvement des cercueils placés dans les caveaux provisoires ne pourra être effectué que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations. Si le cercueil a été déposé dans une housse, elle devra être ôtée avant toute inhumation.

### **Article 38 – Tarification et durée du dépôt**

Tout cercueil déposé dans les caveaux provisoires est assujéti à une taxe d'utilisation. Ce tarif est fixé par le Conseil Municipal.

La durée des dépôts en caveau provisoire est fixée à 3 mois. Cette durée peut être reconduite une fois sur demande de la famille. Au-delà, le Maire pourra décider d'inhumer le cercueil d'office en terrain commun aux frais de la famille.

En cas d'inhumation en caveau provisoire en vue de la construction d'un caveau, le concessionnaire s'engagera à terminer la construction dans un délai de 3 mois. Il devra y faire transférer, dans les 3 mois suivant l'expiration de ce délai, le ou les corps qui auront été inhumés temporairement dans le caveau provisoire.

## **Titre 6 : dispositions applicables aux travaux**

### **Article 39 – Aménagement général**

Le cimetière comprend des divisions qui sont affectées à des sépultures (inhumations en terrain non concédé ou concédé, en pleine terre ou en caveau), ou à des espaces cinéraires.

Dans la mesure du possible, toute nouvelle sépulture s'inscrira dans les dimensions précisées à l'article 18.

### **Article 40 – Demande d'autorisation**

Toute construction de caveaux et de monuments est soumise à une autorisation de travaux par l'administration municipale, ainsi que toute inscription ou gravure sur une sépulture.

Les concessionnaires, ayants-droits ou/et entrepreneurs devront déposer une demande de travaux, remplie et signée du demandeur, portant la mention de la concession concernée, de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur ainsi que la description précise des travaux à réaliser.

L'entreprise devra respecter l'alignement et l'emplacement définis. La demande devra mentionner la nature, les dimensions de l'ouvrage, la date et l'heure d'intervention.

L'administration communale se réserve le droit de refuser une demande de travaux présentée par une entreprise ayant précédemment commis des infractions au présent règlement et à la législation funéraire en vigueur.

Les terrains concédés seront entretenus par les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité.

#### **Article 41 - Surveillance des travaux et obligations des entrepreneurs**

L'administration municipale surveillera les travaux de construction de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines. Elle n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux et les dommages causés aux tiers. En cas de non-respect des indications relatives aux dimensions, l'administration pourra suspendre la réalisation des travaux.

La démolition sera aux frais du contrevenant.

Les creusements d'ouvrages et monuments sur les terrains concédés devront être entourés de barrières par les soins des constructeurs ou défendus au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger. Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation des allées. Les familles ne pourront pas s'opposer à l'intervention des travaux sur les sépultures voisines lorsque toutes les protections auront été mises en place.

Aucun dépôt même momentané de terre, matériaux, revêtements et autres objets ne pourra être effectué sur les sépultures voisines ou les allées, sous peine de sanction concernant la profanation des sépultures. Les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées.

Les travaux ne devront pas être effectués en prenant appui sur les monuments voisins, les arbres, ou les bordures des allées.

La pose d'un monument sur une sépulture en pleine terre ne pourra être autorisée qu'après une période de six mois après l'inhumation afin de permettre à la terre de se tasser et asseoir une position plus stable pour la construction. Un vide sanitaire d'une hauteur d'un mètre entre le sol et le sommet du dernier cercueil devra être respecté.

Les terres excédentaires seront stockées par les soins des entrepreneurs sur un lieu désigné du cimetière.

Après l'achèvement des travaux, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer le cas échéant, les dégradations commises même au niveau des allées et plantations.

En cas de défaillance des entreprises et après mise en demeure restée sans effet passé le délai d'un mois, les travaux de remise en état seront effectués aux frais des entrepreneurs incriminés.

Les entrepreneurs demeurent responsables de la bonne exécution des travaux même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers.

Après chaque inhumation en terre ou en caveau, la sépulture devra immédiatement être refermée : par un mètre de terre pour les fosses ou par des plaques en béton pour les caveaux. Tout le matériel ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur dès l'achèvement de ceux-ci. Aucun dépôt en vue de travail ultérieur ne sera toléré.

#### **Article 42 - Caveaux**

Les caveaux hors-sol seront interdits tant que la nature du terrain permettra d'enfouir les sépultures. Tout nouveau caveau sera construit avec une ouverture par le dessus afin que les allées ne soient aucunement endommagées.

Il ne sera en aucun cas toléré d'édifier un caveau au-dessus de corps inhumés en pleine terre. Cet acte serait condamné par l'article 225-17 du code pénal, sanctionnant les atteintes au respect dû aux morts soit 15 000 € d'amende et un an de prison.

Les dimensions extérieures des caveaux ne devront pas dépasser les limites de l'emplacement concédé.

#### **Article 43 – Dimensions, aspect des monuments et signes funéraires**

Toute construction de caveaux avec vide sanitaire et de monuments est soumise à une autorisation de travaux. Les dimensions des caveaux et monuments devront être précisées sur la demande écrite de travaux avec plans.

Les dimensions maximales sont celles de l'emplacement.

Les stèles devront s'inscrire dans un volume maximal de base de 0,60 m x 0,30 m x 1m. Toute autre dimension souhaitée par les familles fera l'objet d'une étude par les services municipaux.

Aucun monument ne pourra être installé sur une fosse en pleine terre avant qu'un délai de six mois ne se soit écoulé, pour vérifier le tassement de la terre et éviter tout éboulement. La pose de ces pierres tombales doit être exécutée d'une façon parfaite, afin d'éviter toute chute ultérieure. Il sera remédié, par les familles, à tout affaissement éventuel desdites pierres sur premier avertissement du service compétent de la mairie.

Sous réserve de se conformer aux dispositions du présent règlement, les familles peuvent faire placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres objets d'ornementation.

En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé. Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des noms et prénoms du défunt, ses titres, qualités, années de naissance et de décès. Toute autre inscription devra être préalablement soumise à l'administration. Une gravure en langue étrangère sera soumise traduite à autorisation du maire. Les monuments, pierres tombales, stèles seront obligatoirement réalisés en matériaux naturels de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en métaux inaltérables et éventuellement en béton moulé.

Dans le choix des matériaux utilisés et des teintes des monuments, les concessionnaires et les entreprises veilleront à respecter la cohérence visuelle des sépultures et la sobriété d'ensemble du cimetière.

Toute construction additionnelle (jardinière, bac, etc..) reconnue gênante devra être déposée à la première réquisition de l'administration municipale laquelle se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail.

Les dalles de propriété empiétant sur le domaine communal sont interdites. Si malgré cela il en était trouvé, elles seraient déplacées (*mais en aucun cas remises en place*) par les services municipaux. La responsabilité de l'administration municipale ne saurait être engagée en cas de dégradation.

#### Article 44 - Plantations

Les plantations sont interdites sur les emplacements en raison des dégradations causées par les racines sur les constructions.

La commune pourra enlever les gerbes de fleurs, pots et offrandes déposés sur les sépultures lorsque leur état nuira à l'hygiène, à la salubrité et au bon ordre sur les parties communales.

#### Article 45 - Infractions au présent règlement

Toute infraction au présent règlement sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

---

Madame le Maire de Clion, le service technique municipal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Le règlement sera tenu à la disposition des administrés et des entreprises, au service de l'état civil et sera affiché à la porte du cimetière.

A Clion, le 7/10/22

Le Maire,  
Béatrice LE GLOANNEC

